

Leçons militaires de la guerre d'octobre

par Richard Cox

Le désengagement des armées égyptienne et israélienne au Sinaï constitue vraisemblablement l'une des rares victoires du bon sens enregistrées depuis bien des années au Moyen-Orient. Si M. Kissinger peut y adjoindre le règlement de l'affrontement israélo-syrien sur les hauteurs du Golan, objectif de sa prochaine mission au moment où nous écrivons ces lignes, un second Prix Nobel de la paix semblerait la récompense logique de cette diplomatie ambulante que pratique si habilement le secrétaire d'État américain.

Le retrait des forces au Sinaï, décidé le 18 janvier dernier, a dégagé Israël d'une position sur la rive ouest du canal de Suez qui, pour victorieuse qu'elle ait pu sembler, était à vrai dire instable et intenable. Il a d'autre part sauvé l'Égypte de l'humiliation que pouvait lui causer l'encerclement de la Troisième armée et qui aurait obligé le président Sadate à reprendre les hostilités. Mieux encore, en rendant à l'Égypte le contrôle du canal de Suez, il offrait suffisamment d'avantages à la partie arabe pour permettre à l'Égypte de signer un accord qui est loin de prévoir, comme on le voulait, le retour de tous les territoires qu'Israël avait occupés pendant la guerre des six jours de 1967. Par ailleurs, la ligne du désengagement laissait Israël en assez bonne posture militaire.

Pour pouvoir tirer les leçons militaires du conflit arabo-israélien d'octobre 1973, il faut examiner d'abord les objectifs et la stratégie des deux adversaires. Les États arabes, principalement l'Égypte et la Syrie, appuyés par l'Irak, l'Arabie Saoudite et la

Jordanie, ont cherché, par leur supériorité en troupes et en armements, à refouler Israël derrière ses frontières d'avant 1967. L'Égypte se trouverait ainsi à récupérer le Sinaï, la rive ouest du Jourdain retournerait à la Jordanie ou servirait peut-être à la création d'un État palestinien qui comprendrait Jérusalem, et la Syrie dominerait à nouveau les hauteurs du Golan.

De son côté, Israël voulait conserver la zone-tampon acquise en 1967. Les généraux israéliens trouvent maintenant indispensable une période de «pré-alerte» plus longue que ne leur en offraient les anciennes frontières, d'ailleurs jugées trop rapprochées des quelques villes que possède Israël. Le fond du problème est que la population d'Israël n'atteint au total que 3.2 millions d'âmes, par rapport aux 52 millions que comptent les États arabes en cause. En mobilisant tous les hommes valides et en conscrivant un bon nombre de femmes, Israël pouvait réunir des effectifs d'environ 300,000 personnes. Mais l'Égypte et la Syrie à elles seules pouvaient mobiliser 1,170,000 hommes, renforcés par une brigade jordanienne, des Irakiens et des gens d'Arabie Saoudite. Si la Libye et d'autres alliés avaient envoyé des troupes, le déséquilibre des forces en présence aurait été encore plus accusé.

Mieux armés

Les Arabes étaient aussi mieux pourvus de matériel de guerre. Complètement réarmées par l'Union soviétique, l'Égypte et la Syrie étaient mieux équipées qu'en 1967 pour ce qui est de la quantité comme de la qualité de leur matériel. On leur avait fourni en particulier des missiles guidés de défense antiaérienne du type perfectionné SAM 6, et des quantités de fusées anti-chars, y compris les fusées connues à l'OTAN sous le nom de *Sagger* et *Snapper*, ainsi que des intercepteurs *Mig-21*. De leur côté, les États-Unis avaient réarmé Israël, mais les Israéliens ne disposaient au total que de 95 *Phantoms*, 160 *Skylarks* et 35 *Mirage 111B* parmi leurs 488 avions de

M. Richard Cox, ancien diplomate britannique, a été correspondant à l'étranger du London Sunday Times et, de 1966 à 1972, correspondant des affaires de défense du Daily Telegraph. M. Cox a continué d'écrire des articles pour le Daily Telegraph et est actuellement membre du conseil de rédaction du Royal United Services Institute à Londres. L'article ci-contre n'engage que l'auteur.